

Aux « FRONTIÈRES » de l'Europe : le cas de la Hongrie

Danielle Pinkstein

Danielle Pinkstein a travaillé pour plusieurs institutions européennes, puis pour la dernière Présidence française de l'Union Européenne. En collaboration avec l'Université de Budapest (ELTE), elle a séjourné plusieurs années en Hongrie pour des recherches universitaires relatives aux minorités en Europe Centrale. Elle achève actuellement sa thèse de philologie (« Structure et subversion du langage en Europe à la fin du XIX^e siècle »), ainsi que sa première œuvre de fiction.

Sais-tu, petit, combien *Nagyapad*, ton grand-père, a voyagé déjà dans le monde, sais-tu petit que j'ai traversé l'Autriche, la Hongrie, me suis retrouvé en Tchécoslovaquie, ai rejoint la Hongrie puis suis reparti en URSS, et me voilà aujourd'hui en Ukraine, et tu dis que je n'ai jamais bougé de ma bicoque ? ». Cette anecdote hongroise est caractéristique d'une perception à base de ressentiment envers les frontières, quelquefois exagérée mais certainement à l'image du heurt provoqué par le mouvement des nations, après la première guerre mondiale. En effet, *Nagyapad*, n'a jamais franchi le seuil de son jardin. La région en question appartient aujourd'hui à part entière à l'Ukraine, nouvellement indépendante (1991). Ukraine subcarpatique, Russie subcarpatique, Ruthénie, ces appellations couvrent le champ des mouvements territoriaux que cette mince région a subis. Initialement hongroise dès le IX^e siècle (appartenant à la Hongrie historique), elle passa de main en main, et si ce n'est

entre le XIX^e et XX^e siècle, elle fut conquise puis reconquise par quatre fois, Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, puis à nouveau Hongrie, puis URSS et enfin Ukraine, au gré des conquêtes et accords territoriaux, précédant ou faisant suite à la première puis la deuxième guerre mondiale.

La fracture territoriale

De ce XX^e siècle, la Hongrie garde le traumatisme des accords de Trianon du 4 juin 1920. Quel autre pays en Europe en effet, perdit deux-tiers de son territoire et la moitié de sa population, en conséquence de la première guerre mondiale ? Appartenant à la monarchie austro-hongroise des Habsbourg, la Hongrie malgré son indépendance interne, participa de manière disciplinée mais sans enthousiasme à la machinerie militaire austro-allemande. La défaite de l'Allemagne et de ses alliés se solda pour elle par une catastrophe nationale qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire européenne du XX^e siècle, à la suite d'un traité de paix qui lui sera sèchement imposé sans qu'elle soit admise, ne serait-ce que symboliquement, à la table des négociateurs. De 325 000 km², la Hongrie est réduite à 93 000 km². À partir du Traité de Trianon, en dépit de la volonté tenace de Béla Kun, dès 1918, puis sous la République des Conseils de 1919, de regagner certains territoires dans lesquels une forte majorité hongroise résidait encore, comme le nord de la Transylvanie, la redistribution se fait sans concession. La Transylvanie fut intégrée à la Roumanie, la Haute Hongrie à la Tchécoslovaquie (aujourd'hui Slovaquie), la Voïvodine à la Yougoslavie (aujourd'hui la Serbie), la partie sud-est de la Hongrie à la Yougoslavie (aujourd'hui Croatie, et Slovénie), la Ruthénie à la Tchécoslovaquie (aujourd'hui territoire ukrainien), à l'Ouest (Burgenland) un pan de territoire revint à l'Autriche (seuls Sopron et ses environs furent suite par plébiscite, en 1921, demandés par l'Italie, puis réattribués à la Hongrie).

Il est évident que certaines régions peuplées d'allogènes comme la Croatie, la Slovaquie, ou la frange germanophone jouxtant l'Autriche (Burgenland) et les revendications d'indépendance ou d'autonomie des Slovaques, Ruthènes, Roumains, Serbes, exigeaient une entière redéfinition de la question des territoires lors la chute de la monarchie. Toutefois, cette redéfinition laissa, depuis, presque 3 millions de Hongrois dans une frange lacunaire de partages hâtifs (la Hongrie d'aujourd'hui ne compte que 10 millions d'habitants)

La perte du passé

Cette fracture, dans la définition d'un Etat vis-à-vis de son espace, de son étendue géographique, mais aussi de son histoire, et dans son identité symbolique (renforcée dans certaines villes comme Pozsony devenue Bratislava ; Nagyvárad,

Oradea ; Kolozsvár, Cluj, ; Țibău, Novi Sad) n'a, jusqu'à ce jour, jamais été comblée ni tout à fait résolue. « Les pertes infligées à la Hongrie par le traité de Trianon n'étaient pas seulement géographiques, humaines et matérielles : des facteurs sentimentaux avaient aussi leur place dans ce bilan. Les territoires, dont la Hongrie fut alors amputée, englobaient en effet des lieux ancestraux – villes, châteaux, champs de bataille et des foyers de cultures faisant partie de l'identité nationale la plus profonde » (Peter Kende). Ce sentiment géographique, cette perception de la frontière dans son lien à l'espace historique et la construction nationale et identitaire du pays, est un facteur supplémentaire qui avec le temps détourne le discours politique hongrois. Ces magyars devenus minorités « ethniques », comme ils se qualifient eux-mêmes, ne sont pas la source d'une revisitation tranquille de l'identité de la nation. Au contraire, les revers de l'histoire dans lesquels la Hongrie a sombré brouillèrent encore davantage toute éventuelle résolution raisonnable, exempte d'un discours nationaliste. L'adhésion du régent Horthy à l'Allemagne hitlérienne est expliquée en partie par la nécessité de retrouver un à un ces territoires. Et en effet, avec le soutien de l'Allemagne, en 1938 la partie basse de la Slovaquie (la Haute Hongrie) est cédée au détriment de la Tchécoslovaquie à la Hongrie ; en 1939 c'est la Ruthénie que cède encore la Tchécoslovaquie ; en 1940, c'est le nord de la Transylvanie que la Roumanie abandonne ; en 1941, c'est une partie de la Voïvoïdine (la Yougoslavie étant alors démantelée) qui rejoint la Hongrie.

Le régime autoritaire et semi-monarchique du Régent Horthy (régent d'un royaume qui n'existe plus), avait, toutefois, déjà développé pendant un quart de siècle, un nationalisme moderne, militant, évoluant de façon plus erratique que linéaire vers des positions de plus en plus extrémistes, et de plus en plus proches de l'état d'esprit des fascismes de l'époque. Fatalement, le regard porté sur les frontières changea aussi de tonalité (tonalité dont certains partis politiques de droite de la Hongrie d'aujourd'hui portent encore le sceau).

Sous la domination communiste, les bons rapports officiels que les pays satellites devaient entre eux respecter (mis à part la Yougoslavie de Tito), aggravèrent dans certaines régions, comme en Transylvanie sous la dictature de Ceaucescu, la situation des Magyars, dont la langue fut interdite, les écoles en langue hongroises se voyant bannies, et les exactions contre ces derniers encouragées par le pouvoir.

De surcroît, il ne faut pas perdre de vue que ces frontières, à partir de 1948, furent hermétiquement fermées. Encerclément d'une population dont l'intérieur du pays fut entièrement réaménagé, à tout point de vue, sans passage extérieur. Les pays du Komintern recevaient exceptionnellement quelque visa pour circuler à l'intérieur des frontières politiques des pays satellites. La Hongrie qui avait si long-

temps appartenu à l'Europe centrale, dans sa littérature, sa philosophie, son économie libérale, et dont l'*Ouest* était aussi le nom du plus populaire journal moderniste littéraire et poétique, *Nyugat*, devint sans nuance un Etat de l'Est. De même en fut-il pour les minorités hongroises prisonnières des Etats dans lesquels elles ne se reconnaissaient pas. La frontière laissa comme démarcation supplémentaire l'appréhension d'un autre type de traumatisme.

Une blessure psychique

Ce n'est pas un hasard, si au lendemain des premières élections libres (1990), le fraîchement élu Premier Ministre Jozsef Antall (MDF – Forum démocrate hongrois) déclara : « Au fond de moi, je me considère comme le Premier Ministre de 15 millions de Hongrois... », à laquelle il rajouta in extremis « symboliquement ». Mais le mouvement fut indéniablement lancé, tant vis-à-vis de la population hongroise en Hongrie, que de celle, dispersée, des territoires limitrophes. Sans nul doute, la population hongroise, en particulier en Transylvanie, attendait un geste des nouveaux dirigeants démocratiques, en leur faveur.

Peter Kende dans son ouvrage, *Le Défi hongrois*, parle à propos de cette déclaration « d'une blessure du psychisme collectif qu'aucun homme politique s'adressant à un public magyar n'a le droit de tenir pour négligeable ou inexistante. » Mais au juste, qu'est-ce qu'une blessure psychique eu égard aux seuils qui définissent géographiquement une nation ?

Dix ans plus tard, à l'occasion d'une des nombreuses solennités de l'année 2000, commémorant le millénaire de l'Etat hongrois, le premier Ministre Viktor Orbán, lançait sous une autre forme le même message : « s'il n'est pas donné aux membres de la nation hongroise de vivre à l'intérieur d'un seul Etat, alors le gouvernement, qui s'appelle Gouvernement de la République de Hongrie, a pour devoir d'unir les Magyars, c'est-à-dire œuvrer pour une réunification sans modification des frontières ». De ce discours naîtra un an plus tard le « Status law », un ersatz de citoyenneté accordé aux non-ressortissants hongrois, un statut spécial assorti d'une carte d'identité magyare (*magyar igazolvány*). L'idée s'avéra vite inapplicable, elle posait d'abord un problème de compétence, en risquant d'empiéter sur la souveraineté de ses voisins, puis aussi la mise en place d'une forme de « discrimination » en accordant certains droits aux personnes de souche magyare, refusés à leurs concitoyens roumains, serbes, etc... Toutefois, cette première démarche concrète, reconnaissait et encourageait une certaine autonomie, linguistique, culturelle, administrative mais aussi politique des minorités hongroises.

Les partis politiques actuels de la Hongrie utilisent l'oscillation des rapports symboliques et géographiques que revêtent ces territoires, tous aujourd'hui

libérés de la fêrûle soviétique. De même que l'on peut compter aujourd'hui en Hongrie plusieurs interprétations de l'histoire, la revendication d'une minorité « ethnique » joue aussi de ce processus d'interprétation multiple d'une frontière. Contrairement, toutefois, à la Yougoslavie, les minorités disparates ne sont pas intérieures au pays, mais hors des frontières, et ne risquent pas de diviser le pays. Toutefois, elles peuvent être la cause de conflits potentiels inter-étatiques. Ainsi les tensions roumano-hongroises en Transylvanie sont génératrices de frictions entre Budapest et Bucarest; le sort fait à la minorité hongroise de Voïvodine perturbe les relations hungaro-serbes; l'agitation antimagyare en Slovaquie pèse sur les rapports entre Budapest et Bratislava, sinon Prague.

Devant une Hongrie dominée jusqu'à la fin de la monarchie par une économie semi-féodale, et un réseau ferroviaire en grande partie lent et vétuste, les mouvements de la population, dans sa majorité économiquement faible, étaient rares. Les frontières étaient donc déjà dans la Hongrie d'avant Trianon une reconnaissance symbolique de la nation. On peut légitimement se demander dans quelle mesure cette conception moderne n'est pas issue d'une élite hongroise de grands propriétaires terriens, qui seront dès 1945 totalement dépossédés, transférant leur possession territoriale en une possession symbolique auprès de ceux qui ne peuvent posséder davantage. Le traumatisme successif de Trianon, d'un régime semi-autoritaire, puis d'un autre régime autoritaire étranger, soviétique, a certainement aussi accentué les frustrations d'un pays qui se considère la victime de la marche de l'histoire dictée par des grandes puissances. Que ces frustrations diverses, à l'égard d'un pays qui se construit démocratiquement, et dont l'économie est encore faible, se focalisent sur le concept de frontière n'est pas surprenant. Plus surprenant, en revanche, est la perception divisée d'une identité nationale qui passe par l'appel à ces minorités extérieures. Dans les grandes villes, et en particulier à Budapest, le nombre des milieux concernés directement par la question est plus grand qu'en province. La division qui scinde une droite, qualifiée de nationaliste et une gauche, dite libérale, sans exhortation nationaliste, ne reflète ni les attentes d'une population soucieuse de son futur, ni celle des Magyars hors Hongrie peu enclins à participer à un discours politique qui manipule leur intérêt et la réalité de leur situation.

Dans l'Union Européenne

La Hongrie a depuis six ans rejoint l'Union Européenne. Dans ce tournant décisif, vécu aussi par les hongrois comme la fin définitive de la période communiste, la Hongrie charrie avec elle des éléments qu'il serait aisé de qualifier de dangereux (par association à la Yougoslavie) ou réactionnaire par égard aux minorités, que l'on tend en Europe aisément à associer aux nationalistes.

Par rapport aux différentes acceptions de la notion de frontière, géographique, nationale, historique, symbolique ou encore cathartique, il serait intéressant de savoir où se tient la réalité. De quoi sont faites ces dites « minorités », quelles sont leurs spécificités dans chaque région concernée. Sont-elles identiques les unes aux autres et jusqu'à quel point le discours politique moderne de la Hongrie peut jouer le rôle de modérateur ou au contraire de déstabilisateur ?

Mais l'Europe occidentale a, aussi, de son côté, la mémoire courte. Ces frontières, qu'elle a (en partie) dessinées, voire découpées, sans grand souci des revendications nationales qui émergeaient depuis déjà le XIX^e siècle, ne prêtent désormais plus à réflexion. Nation, frontières, nationalités, minorités sont sans distinction entendues comme le discours révélateur d'une arriération politique, propre aux pays de l'Est. Les partis hongrois de droite qui inclinent vers un étroit nationalisme renforcent peut-être aussi cette conviction. Cependant, ouvrir l'Europe, c'est-à-dire, affranchir ses frontières précisément des frontières, demanderait que cette Europe se souciât du poids de l'interprétation d'une frontière pour ce qu'elle contient de significatif, de « meaningful », bien au-delà de la seule notion de seuil, ou de pas de porte.

Quand *Le Monde* titre (12 mai 2004) « L'entrée dans l'Union européenne a réveillé la fierté hongroise », il est difficile au juste d'identifier à quel aspect du pays cette fierté se réfère, et dans quelle mesure elle ne relève pas, de la part des journalistes, d'un certain dédain à l'égard d'un clivage économique entre l'Est « fier et nationaliste » et l'Ouest « diplomate, sage, et consensuel, voire républicain ». La « fierté hongroise » ne recouvre aucune réalité, ni économique, ni historique, ni politique. Elle est un champ de réflexion vide, autant que ne le sont les articles qui articulent l'élément « national » que revêtent les frontières ou les minorités d'aujourd'hui.

1, 5 million des 22 millions habitants de la Roumanie se déclarent magyars : une très grosse majorité d'entre eux habite la Transylvanie. En Slovaquie, 500 000 habitants sont de langue et de « nationalité » magyars ; ils habitent pour la plupart le Sud, une région contiguë avec la Hongrie. Près de 200 000 Magyars vivent dans le Sud-Ouest de l'Ukraine (ancienne Ruthénie). Quelque 350 000 Magyars vivent parmi la population multiethnique de la Voïvodine (avant 91, ils étaient 400 000). La Slovénie compte encore 8 600 magyars, et la Croatie 15 600. Et enfin, 35 000 magyars vivent en Autriche.

À l'intérieur du territoire de la Hongrie, presque 1 million de tziganes résident. Sédentaires, de langue hongroise, dans quelle catégorie faut-il les envisager ? Minorité ? hongroise, étrangère ? Encore peu assimilés aux Hongrois, vivant souvent séparés d'eux, accédant difficilement aux études secondaires, souffrant depuis la chute du communisme d'un chômage rampant, pénalisés par une

discrimination permanente, ils ne sont réclamés par aucun pays, et ne se revendiquent d'aucune forme de nationalisme. Et pour autant, sont-ils perçus sérieusement par la Hongrie, et par cette nouvelle Union européenne sans frontières et dans quelle Europe vivent-ils ?

L'Union Européenne, le Conseil de l'Europe gardent encore le souci de protection des minorités. Les lois nationales ou européennes encadrent, voire délimitent, leurs droits, quelquefois (pour le cas très précis de la France qui, par définition républicaine, ne saurait entendre juridiquement le terme de minorités) sous l'unique forme des risques abusifs dont elles peuvent être les victimes, dits « discriminatoires ». Ainsi, paradoxalement la « discrimination » agit comme seul point de repère des réalités complexes démographiques, tant du point de vue des minorités mêmes que de l'histoire nationale dont elles sont aussi la représentation. Les discours de ces dernières années, faisant preuve d'une logique simplifiée, ont oscillé entre un droit « à la différence » et un « repli communautaire ». Pour autant, aucun de ces discours à visée politique ne recouvre le visage historique de l'Europe dans lequel s'inscrit le mouvement intérieur (partage des frontières en Europe Centrale et de l'Est depuis la chute de la Monarchie austro-hongroise jusqu'à ce jour) ou extérieur (anciennes colonies) des frontières et dont ces minorités sont les conséquences. L'Europe, en dépit pourtant de la proximité historique des tragédies du siècle dernier, a tôt fait d'oublier son histoire. Les minorités – quel que fût au cours des générations leur niveau d'assimilation, de métamorphose – sont souvent le rappel incessant, obsédant, de l'histoire trop vite évincée de l'Europe des Lumières à nos jours.

L'« affaissement » aujourd'hui du collectif (voire sa condamnation), le recul du citoyen derrière le consommateur ou de l'idéologie politique derrière une pure technique de communication, mais aussi la globalisation financière et informative ne militent pas pour un retour sur soi et, *a fortiori*, sur l'héritage européen qui nous échoit. *A contrario*, par delà la myriade de réalités politiques, sociales ou symptomatiques qu'elles peuvent revêtir, les minorités, chacune différemment, sont l'invitation pressante – et peut-être la dernière – à une révision générale de la façon dont cette Europe se projette et se conçoit dans l'avenir.

Supplément de frontières

L'Europe a fait une fois exception à sa notion de frontières, qu'elles fussent reconnues ou transgressées. Pour une courte période, la collision de trois caractéristiques conceptuelles de la frontière a activé une marche infernale sans précédent dans toute l'histoire humaine. L'application d'une carte délimitant un seuil racial comme frontière individuelle pour une population ayant jusqu'alors bénéficié d'un statut national, le franchissement libre de toutes les frontières ter-

ritoriales européennes via la circulation ferroviaire dans l'Europe continentale d'une population décrétée d'un jour à l'autre sans nation (et donc exempte de frontières) et son cantonnement obligatoire (et fatal) dans les frontières étroites de murs de ghettos, allaient porter la réflexion sur le découpage d'un espace et sa prétendue délimitation, à son point le plus nihiliste. La Shoah et sa spécificité d'un massacre d'une population définie par son caractère individuel et non national, appelle cette Europe fédératrice à réidentifier sa mémoire et sa perception du mouvement dont une frontière dépend. Que la Hongrie, à la veille de son entrée dans l'Union Européenne, inaugure le premier Musée de l'Holocauste (Pava utca), ne tient ni du hasard ni d'une « tendance ». La Hongrie est aussi le pays qui compte le plus grand nombre de poètes nationaux (Petöfi né dans la Hongrie actuelle mais de parents slovaques, Arany né dans la Transylvanie d'aujourd'hui, Ady né aussi en Transylvanie mais se partageant entre la Hongrie et Paris, Attila Jozsef né à Budapest, etc...) qui se sont identifiés à une expression contradictoire de la nation sous la forme de poèmes ou d'écrits en défense des juifs. Défense vaine : plus de 900 000 Juifs hongrois (incluant, ironie tragique, ceux des territoires reconquis sur les pays limitrophes) et presque 70 000 tziganes furent déportés en moins de 3 mois, à partir de juillet 1944, à la période exacte où les troupes américaines et britanniques débarquaient sur l'autre versant de la terre européenne. « Il faudra déranger sérieusement les habitudes les plus chères à nos esprits. C'est à ce prix seulement qu'on concevra un concept de l'histoire qui ne se prête à aucune complicité avec les idées de ceux qui, même à l'heure qu'il est, n'ont rien appris. » (*Sur le concept d'histoire*. W. Benjamin)